La Revue Parlementaire, avril 2011

SÉNAT

Le Sénat part en mission contre l

Par Pauline Joubert

Industrie. La Mission commune d'information sur la désindustrialisation des territoires du Sénat, sous la présidence de Martial Bourquin (SRC, Doubs), vient d'adopter à 14 voix sur 23 un rapport intitulé « Réindustrialisons nos territoires ». La mission, dont le rapporteur est Alain Chatillon (UMP, Haute-Garonne), avait été créée à l'initiative du groupe socialiste.

La MCI en visite à l'usine Rio Tinto Alcan de Saint-Jean-de-Maurienne (Rhône-Alpes)

La Mission commune d'information (MCI) sur la désindustrialisation des territoires présidée par **Martial Bourquin** a, dans un premier temps, consacré ses activités à « *l'élaboration d'un diagnostic de la désindustrialisation* » selon le président, avant, dans un second temps, de « *proposer des remèdes et de formuler des propositions* ». Ainsi, après avoir été constituée en mai 2010, la mission a tenu quinze réunions au Sénat, au cours desquelles elle a procédé à « *27 auditions et une table ronde* » et a effectué huit déplacements successifs à Bruxelles, en Rhône-Alpes, à Toulouse, à Nice et Sophia Antipolis, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Lorraine, en Alsace et Franche-Comté et, enfin, en Allemagne. « *Ce croisement entre audition et déplacements a permis d'avoir un certain recul pour la réflexion et d'ajouter à notre rapport des témoignages qui lui confère une singularité intéressante* » a confié Martial Bourquin.

Après onze mois de travaux, la mission est aujourd'hui « *en mesure de présenter une analyse précise et argumentée de la désindustrialisation ainsi que dix-sept propositions pour réindustrialiser nos territoires* » a annoncé Martial Bourquin. Selon le sénateur, « *l'axe territorial, au travers du renforcement des écosystèmes industriels locaux par exemple, est au cœur de ce rapport, ce qui illustre la valeur ajoutée spécifique de la Haute assemblée, en lien direct avec les territoires, leurs élus, leurs entrepreneurs et leurs citoyens* ». L'objectif affiché par le président de la MCI est ambitieux : « *le rapport de la mission se veut être une contribution particulièrement utile à la réflexion, aujourd'hui en cours dans le débat public, sur l'avenir de l'industrie en France* ».

Le constat d'une France désindustrialisée

Quatorze des membres de la mission se sont prononcés en faveur de son adoption, dont son rapporteur **Alain Chatillon**, tandis que neuf ont choisi de voter contre, dont le président Martial Bourquin. Quatre points ont fait divergence au sein de la mission selon le président socialiste : « *la question de l'État et des collectivités territoriales, celle du coût du travail, le rôle des banques et du crédit et la taxe professionnelle* », qui fait toujours polémique un an après le vote de la loi et trois mois après sa mise en place effective ; elle est ainsi vue par Martial Bourquin comme pénalisant l'aide aux entreprises, quand Alain Chatillon y voit lui un moyen d'attirer les entreprises étrangères sur le sol français. Le premier bilan n'est pas très optimiste : « *la France a perdu 35 % de ses effectifs industriels depuis 1980, soit une perte de 70 000 emplois par an* » selon Alain Chatillon. Mais le ministre de l'industrie **Eric Besson**, auditionné par la MCI, se veut toutefois rassurant : « *Le moral des industriels d'après l'Insee remonte. La production a augmenté de 6 % en 2010 et le nombre d'emplois a augmenté, même modestement, pour la première fois depuis 2000* ». « *La France reste une grande nation industrielle, mais sa désindustrialisation a été impressionnante : plus de 700 000 emplois ont été perdus sur la décennie récente* » a constaté Martial Bourquin. Ce dernier a mis l'accent sur le voyage effectué par la MCI en Allemagne, revenant ainsi sur l'éternelle comparaison franco-allemande : « *nous avons seulement 14 à 16 % de valeur ajoutée sur l'ensemble de la richesse en France contre 30 % en Allemagne !* ». « *Les vraies difficultés reposent sur les PME et TPE* » a-t-il encore déclaré. Alain Chatillon a souligné de son côté le fait qu'il s'agissait d'une « *bonne mission* ». « *Nous nous sommes rassemblés sur l'essentiel, soit la réindustrialisation de la France* » a-t-il repris. Il a insisté sur le point délicat du lobbying. « *Les Français ne doivent pas être trop naïfs* » a-t-il souligné. « *Il faut faire du lobbying. Tout le monde le fait, l'Italie, l'Espagne,*

16 - La Revue Parlementaire - Avril 2011

Phoca PDF